



**Rapport consolidé**  
**sur l'état d'avancement des projets de stabilisation**  
**financés par le**  
**Fonds de Cohérence pour la**  
**Stabilisation (FCS)**

**Cellule Suivi et Évaluation (S&E)**  
**du Secrétariat Technique de l'ISSSS**

**Goma, Septembre 2019**

## Liste des acronymes utilisés

<b>AFM</b>	<b>Administrateurs des Foyers Miniers</b>
<b>AGR</b>	Activités Génératrice de Revenu
<b>AVEC</b>	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
<b>CCC</b>	communication pour le changement de comportement
<b>CDM</b>	Cadres de Dialogue et de Médiation
<b>CFI</b>	Commission Foncière de l'Ituri
<b>CLSP</b>	Conseils locaux pour la sécurité de proximité
<b>CM</b>	Comité Mixte des agri-éleveurs
<b>ETD</b>	Entités Territoriales Décentralisées
<b>FARDC</b>	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
<b>FCS</b>	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
<b>GEL</b>	Guichet d'Economie Locale
<b>GPPM</b>	Groupe de plaidoyer pour la Paix à Masisi
<b>HHI</b>	<i>Harvard Humanitarian Initiative</i>
<b>HIMO</b>	Haute intensité de main d'oeuvre
<b>ISSSS</b>	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation en République Démocratique du Congo ( <i>International Stabilization and Security Support Strategy</i> )
<b>MDTF</b>	<i>Multi-Partner Trust Fund Office</i>
<b>MONUSCO</b>	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo
<b>MUSO</b>	mutuelles de solidarité
<b>O/DSRSG/RC/HC</b>	Office of the Deputy Special Representative of the Secretary General
<b>ONU / NU</b>	Organisation des Nations Unies / Nations Unies
<b>PCFP</b>	Planification Communautaire Foncière Participative
<b>PMO</b>	Partenaire(s) de Mise en Œuvre
<b>PNC</b>	Police Nationale Congolaise
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>RRR</b>	Retour, réintégration et relance socioéconomique
<b>S&amp;E</b>	Suivi et Évaluation
<b>SFCG</b>	<i>Search For Common Ground</i>
<b>SSR</b>	Réforme du secteur de la sécurité (Security Sector Reform)
<b>ST-ISSSS</b>	Secrétariat Technique de l'ISSSS
<b>UAS</b>	Unité d'appui à la stabilisation
<b>UCS</b>	Unité Communautaire de Sensibilisation
<b>VSBG</b>	Violence sexuelle et basée sur le genre / Violence Sexuelle
<b>ZP</b>	Zone Prioritaire

## Table des Matières

Liste des acronymes utilisés	2
1. Introduction	4
2. Principales réalisations au cours de la période de rapportage	5
2.1. Réalisations du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation	5
2.2. Réalisations des projets FCS	5
Pilier 1 - Dialogue Démocratique	7
Piliers 2 à 5	8
Gestion des terres et des ressources naturelles, règlement des litiges associés (Piliers 3 et 4)	9
Soutien à l'accès aux services de sécurité (Piliers 2 et 3 de l'ISSSS)	10
RRR (Pilier 4 de l'ISSSS)	11
L'engagement et l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation et la réduction des VSBG (piliers 3 et 5 de l'ISSSS)	13
3. Principaux défis et risques	17
3.1. Défis pour le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation	17
3.2. Principaux défis et risques programmatiques FCS	17
4. Complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les interventions alignées	21
5. Progrès vers les résultats de l'ISSSS liés aux activités financées par le FCS	22
6. Recommandations pertinentes en matière de politiques et de programmes	30

## 1. Introduction

Dans le rapport qui suit, le Secrétariat Technique (ST) de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation (ISSSS) en République Démocratique du Congo (RDC) présente les progrès accomplis par les projets des partenaires de mise en œuvre (PMO) et du ST, grâce au financement du Fond de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) pour la période allant de Janvier à Juin 2019.

L'objectif de ce rapport est de fournir aux parties prenantes du FCS<sup>1</sup>:

- un aperçu de la progression opérationnelle et programmatique réalisée par les projets et le FCS de façon globale ;
- une présentation des données de suivi contribuant aux résultats de l'ISSSS ;
- un résumé des défis identifiés par les projets ; et
- des recommandations - spécifiquement aux membres des Conseils d'Administration National et Provincial (CAN et CAP) - afin d'améliorer la mise en œuvre des projets et des activités contribuant à la stabilisation à l'Est de la RDC.

Le rapport est divisé en six chapitres, dont le premier fait office d'introduction et de mise en contexte. Le Chapitre 2 présente les principales réalisations et les principaux progrès accomplis par le FCS (opérationnel) et par les projets des PMO (activités). Ce chapitre est structuré par pilier de l'ISSSS, par zone prioritaire de mise en œuvre, et par thématique. Le Chapitre 3 illustre les défis soulevés par le FCS et les PMO, et les risques engendrés, qui peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre. Le Chapitre 4 note la complémentarité entre les projets FCS et les projets alignés (financés bilatéralement). Le Chapitre 5 présente certaines tendances sélectionnées parmi les données de l'ISSSS pour examiner si et comment les changements observés peuvent indiquer une progression vers les résultats de l'ISSSS. Ce chapitre est organisé par thèmes récurrents entre les différentes zones prioritaires et non pas par pilier ISSSS. Les données pour ce chapitre proviennent des données de suivi des projets, mais aussi des données d'Harvard Humanitarian Initiative (HHI). Enfin, le chapitre 6 propose des recommandations et des points d'action, pour gérer au mieux certains problèmes ou risques identifiés et améliorer la mise en œuvre des projets FCS.

Les interprétations et conclusions dans ce rapport proviennent des données des rapports semestriels de projets FCS qui couvrent la période de Janvier à Juin 2019, des réflexions du ST - qui inclut l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS), et le Programme National de Stabilisation et Reconstruction (STAREC) , des données d'HHI pour la même période.

---

<sup>1</sup> En particulier les membres des Conseils d'Administration National et Provincial (CAN et CAP), gérants du FCS

## 2. Principales réalisations au cours de la période de rapportage

### 2.1. Réalisations du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Cette première partie du chapitre 2 présente les réalisations accomplies par le FCS au niveau opérationnel entre Janvier à Juin 2019. Les données proviennent du Pilier 0 du cadre logique de l'ISSSS sur le système de gestion de la stratégie de stabilisation, et en particulier sur la confiance des parties prenantes, l'intégration entre l'ISSSS et le système des Nations Unies, l'appui du Gouvernement de la RDC et des bailleurs, et la performance des PMO. Les succès identifiés ci-dessous proviennent également de discussions entre la cellule S&E de l'ISSSS, l'UAS, et les STAREC nationaux et provinciaux. Pendant la période de rapportage, les principales réalisations du FCS peuvent être résumées par les activités suivantes :

**Coordination et Partage d'Information :** Les systèmes de coordination et de partage d'information dont fait partie le FCS sont nombreux, et ils visent à contribuer à accroître l'engagement envers l'agenda de stabilisation, le soutien politique et la redevabilité des PMO. Pendant la période de rapportage, les principaux résultats incluent :

- Une réunion du CAN a eu lieu en Juillet 2019.
- Chaque mois, des réunions de coordination ont eu lieu entre le FCS et l'Agent de Gestion (PNUD), pour soutenir l'efficacité des activités du Fonds de mise en œuvre par les PNUNO (Organisations non-Nations Unies Participantes, *Participating Non-UN Organizations*).
- Pendant la période de rapportage, trois réunions du CAP ont eu lieu (un au Sud-Kivu et deux en Ituri) pour partager une vision d'ensemble de la mise en œuvre des projets FCS et aussi pour assurer l'engagement politique de toutes les parties prenantes dans le processus de stabilisation. Au cours du premier semestre de semestre 2019, les divers mécanismes de coordination réguliers de l'ISSSS ont été mobilisés 73 fois (CAP, UAS-STAREC, FCS, groupes de travail, etc.). Notons qu'aucun CAN a eu lieu au premier semestre 2019.

**Soutien aux Secrétariats Techniques Provinciaux et partenaires de mise en œuvre :** La Cellule FCS du ST a fourni des formations sur le formulaire FACE aux PMO. Le ST a apporté un soutien technique particulier aux PMO pour le développement de la deuxième phase du programme de dialogue démocratique de Kitshanga (Alerte Internationale et son consortium). Le projet fut approuvé en Novembre 2018 et commencera sa mise en œuvre en 2020.

**Contributions financières :** La valeur totale des contributions des bailleurs au FCS ont augmentées de \$5,758,077 à \$46.79 millions. 88% de ces fonds sont alloués à la mise en œuvre des projets et à la gestion du Fonds.

**Allocation de fonds :** Le CAN a aussi approuvé en Mai 2019 l'extension du projet de d'Appui au Secrétariat Technique pour un montant supplémentaire de \$194,993.98 jusqu'en Avril 2020. Le projet continue à appuyer le Secrétariat Technique dans le domaine de l'engagement politique et la communication ainsi que la facilitation des mouvements du STAREC dans le cadre de ses fonctions du Secrétariat Technique de l'ISSSS. Chaque province a prévu entre quatre et cinq missions conjointes pour les projets FCS.

Dans le cas de l'Ituri, le CAP a approuvé au cours de ce premier semestre 2019 l'extension avec couts pour le project Pamoja Kwa Amani pour \$171 000 et 6 mois supplémentaires.

**Opérationnel :** Le recrutement de l'équipe S&E financée par le FCS

Notons que les résultats de l'évaluation externe du FCS conduite à la fin de 2018 ont été partagés avec le CAN ainsi que la réponse du management du Fonds.

### 2.2. Réalisations des projets FCS

Cette partie sur les principales réalisations des projets financés par le FCS Janvier à Juin 2019 est structurée par pilier de l'ISSSS. Toutes les données pour ce chapitre proviennent des rapports

semestriels des PMO couvrant la période Janvier à Juin 2019. Cette partie 2.2 se focalise sur les **activités** menées par les projets, tandis que les **résultats** sont présentés plus loin, dans le chapitre 5 sur les tendances. Le tableau qui suit présente un aperçu des principaux succès obtenus par les projets FCS pendant la période de rapportage.

Tableau 1 : Succès des projets FCS entre Janvier à Juin 2019.

Les activités de Dialogue Démocratique continuent à contribuer à une amélioration de la situation sécuritaire et au processus de stabilisation, au Sud-Irumu (Ituri), le plan d'action pour démobiliser le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) continue à être mise en œuvre. Le Développement du Dialogue Démocratique axé sur le processus FRPI, amorcé en septembre 2017 a abouti à une première tentative de pré-cantonement des éléments de la FRPI, le 20 décembre 2018, qui s'est soldée par un échec en mars 2019 avec la prolongation de la date de signature de l'accord de Paix. Les raisons de cet échec étaient en grande partie dues au manque d'engagement politique et financier des autorités au niveau provinciale et national. A cela s'ajoutent des manipulations et de nombreuses rumeurs véhiculées autour du processus, qui ont créé un climat de méfiance nourrie par les leaders FRPI. En Décembre 2018, suite aux élections et le changement du paysage politique au niveau national et provincial, accompagnée par le plaidoyer du ST et de la MONUSCO ainsi que du nouveau Gouverneur de Province en Avril 2019, a permis de redynamiser le processus FRPI, avec en prime l'engagement personnel du Chef de l'Etat nouvellement élu en sa faveur lors de son passage à Bunia en Juin 2019. Cet engagement à davantage relancé le processus FRPI, et fut précédé par la nomination du Responsable du Mécanisme National de Suivi des Accord d'Addis-Ababa (MNS) en mai 2019. Depuis lors, le processus FRPI est engagé dans une bonne dynamique.

A Kitshanga (Nord Kivu), sur base du processus de Dialogue Démocratique (consistant en des négociations, réflexions entre concessionnaires, les structures communautaires et paysans sans terre), un accord pour la relance des cultures pérennes comme solution à la problématique de l'exploitation commune des terres dans le territoire de Masisi grâce à la relance agricole mettant en exergue l'ancien mode de valorisation des terres (culture de rente pour non seulement donner de l'emploi aux jeunes et personnes sans terre, mais aussi leur permettre d'avoir des petits lopins de terre pour leur culture vivrière et habitation) est en cours. C'est dans ce cadre qu'une coopérative agricole dénommée COOPA USTAWI a été mise en place pour la relance des cultures pérennes. Un total de 32 concessionnaires ont adhéré à la coopérative comme membres fondateurs. Ils ont rendu disponible plus de 960 ha (avec comme besoin de 25 personne/ha comme main d'œuvre) pour les activités de la coopérative. La relance des cultures pérennes à travers la COOPA USTAWI est une solution durable à la problématique d'accès à la terre ainsi qu'un projet intégrateur (réduction du chômage, formation, relance économique, etc.) dans la ZP.

Au Sud Kivu, le programme dans la plaine de la Ruzizi est en train de mener un Plaidoyer national autour des conflits dans les hauts plateaux de Mwenga, Uvira et Fizi, le plaidoyer déjà effectué par le projet a permis de décrocher la signature d'un arrêté provincial sur la gestion de la transhumance visant à mieux mitiger les conflits agriculteurs/éleveurs dans la zone.

A Beni-Nord (Nord Kivu), les partenaires de l'ISSSS ont commencé leurs premières activités de Dialogue Démocratique après des délais initiaux suite à l'épidémie actuelle d'Ebola.

Les activités de Retour, Réintégration et Relance Socioéconomique (RRR) sont nombreuses au Nord-Kivu (Kitshanga) Sud Kivu (Ruzizi) et Ituri (Sud-Irumu). Principalement la mise en œuvre d'activités génératrice de revenu (AGR) permettant l'autonomie financière des bénéficiaires et de groupes d'épargne et crédit. Au Nord Kivu, par exemple, 562 jeunes (254 femmes et 308 hommes) à risque ont été réinsérés socio économiquement dans leurs communautés grâce aux AGR choisis par ces bénéficiaires ont été regroupés en différents réseaux d'intérêt économiques ont désormais un revenu permanent (non transitoire) et stable. Par ailleurs, plus de 600 jeunes à risque et femmes vulnérables ont eu d'opportunités d'emplois temporaires grâce aux activités de réhabilitation des routes par approche HIMO, à Kikuku, Bwalanda, Nyanzale, Kirima, Kishisha, Bambo,...). Dans la plaine de la Ruzizi, 340 jeunes vulnérables et à risque d'enrôlement dans les groupes armés sont réinsérés à travers des AGR.

Les activités RRR (AGR, HIMO et ludique) ont contribué et contribuent encore à la cohésion sociale, dans les différentes zones prioritaires impliquant différents membres de la communauté, y compris les jeunes à risques et les ex-combattants

A Kitshanga, les structures communautaires ont résolu plus de 130 conflits liés à la terre et/ou aux ressources naturelles dont 1 776 personnes (781 hommes et 995 femmes) ont été bénéficiaires. Par ailleurs plusieurs accords liés au conflit foncier ont été trouvés grâce à la médiation communautaire facilitée par les projets FCS dans la zone. Des séances des plaidoyers pour que les sans-terre accèdent à la terre pour leur survie ont abouti aussi à une cession gratuite de 67 hectares aux sans terre de Kihimba, Burungu et Kandole/ Bashali par les grands propriétaires terriens.

## Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le processus de dialogue démocratique et l'engagement avec toutes les parties prenantes sont nécessaires pour créer une vision collective et des solutions concrètes pour la **transformation de conflits**, approuvée par les communautés et par les autorités locales, provinciales et nationales. Pendant la période de rapportage, les activités de Dialogue Démocratique ont continué d'engager **avec les acteurs à tous les niveaux** et ont consolidées les avancés de la période de rapportage précédente. Notamment la mise en œuvre du plan d'action pour la neutralisation du FRPI et le processus d'implication des autorités provinciales et nationales dans la relance agricole dans la zone « autour de Kitshanga » à travers le GPPM pour lutter diminuer l'escalade des conflits dans la zone.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets financés par le FCS en matière de dialogue démocratique :

Tableau 2 : Progrès réalisés par les projets FCS en matière de dialogue démocratique (Pilier 1 de l'ISSSS), Janvier-Juin 2019

Zone Prioritaire (Projet)	Détails sur les activités et progrès
Autour de Kitshanga (Njiya Za Makubaliano 2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Organisation de 4 séances de négociations</b> avec les concessionnaires et les représentants des paysans sans terre afin de faciliter l'accès à la terre aux paysans sans terre dans la chefferie de Bashali. Le but de ces activités est d'aboutir à la création de coopératives pour la relance des cultures pérennes (le thé, le café, le cacao, etc.).</li> <li>● <b>Création de la Coopérative USTAWI pour les paysans sans terre.</b> A ce jour 41 concessionnaires ont déjà souscrit leurs parts sociales et ont accepté de céder chacun au moins 30 hectares dont 20 hectares pour l'exploitation des cultures pérennes et 10 hectares pour les activités champêtres et la construction des habitations des paysans sans terre.</li> <li>● <b>Organisation de 2 ateliers pour permettre</b> l'identification de stratégies à même de contribuer à l'atténuation des risques sécuritaires pouvant être source d'instabilité prononcée de la zone prioritaire <i>autour de Kitshanga</i>.</li> <li>● <b>Renforcement de capacité</b> de 12 animateurs du CITC Pinga (5 femmes) et 32 personnes (9 femmes et 23 hommes) membres de la communauté de Nkassa, Katanga et Bushimoo.</li> <li>● <b>Organisation d'une visite de suivi des activités du projet Njiya za Makubaliano par le Conseil Consultatif Provincial du Nord-Kivu</b> (composé de 4 femmes et 8 hommes) <b> dans la chefferie de Bwito</b>. Cette activité a permis à des leaders politiques provinciaux et nationaux de s'impliquer dans les initiatives de renforcement de la sécurité des populations civiles dans le Bwito. A l'issue de cette mission 11 recommandations ont été formulées dont 4 sont déjà des activités planifiées dans le cadre du projet et sont en cours de réalisation.</li> <li>● <b>Organisation de 7 séances de sensibilisation des leaders à opinion violente.</b></li> <li>● <b>Identification par les communautés de 350 bénéficiaires directs dont 140 femmes ont été commis aux travaux de réhabilitation de la route Kirima-Kishishe-Bambo (HIMO)</b></li> </ul>
Ensemble pour Beni	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Réalisation de la Recherche Action Participative (RAP)</b> dans les trois zones prioritaires du projet (Beni-Mbau, Rwenzori et Watalinga). Un totale de 681 personnes ont participé à la recherche (282 hommes, 122 femmes, 120 jeunes filles et 157 jeunes garçons) qui a démontré que l'accès à la terre est le principal moteur de conflit dans la zone. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Production d'un film documentaire de 30 minutes sur les différents conflits existants dans la zone du point de vue des participants de la RAP.</li> <li>○ Organisation de 3 séances de de restitution des résultats partiels de la RAP</li> </ul> </li> <li>● <b>Identification des 5 structures de Dialogue Democratic Groupes de Dialogues Permanents (GDP)</b>, chacune de ces structures est composée de 30 membres (15 femmes et 15 hommes).</li> <li>● <b>Renforcement de capacité de 10 représentants des GDP</b> (5 femmes et 5 hommes)</li> <li>● <b>Mise en place d'un Groupe d'Appui au Projet (GAP)</b> composé de membres de la société civile, leaders élus au niveau provincial et national, personnes influentes et décideurs. Le GAP a réalisé les rencontres suivantes au cours du premier semestre de 2019 : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Rencontre avec les autorités provinciales et députés provinciaux</li> <li>○ Rencontre de plaidoyer à Kinshasa afin de permettre la mobilisation des décideurs nationaux sur le conflit à Beni.</li> </ul> </li> </ul>

<p><b>Sud-Irumu</b></p> <p><b>(Pamoja Kwa Amani)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suite à la visite exploratoire réalisée par le MNS du 13 au 16 mai 2019, un plan de finalisation du Processus FRPI a été élaboré, marquant le début d'un nouvel engagement du niveau national dans ce processus.</li> <li>• Les 7 principales actions engagées pour finaliser le processus FRPI sont les suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le contact avec la FRPI et la mise à jour de leur cahier des charges,</li> <li>2. La présentation du cahier des charges de la FRPI au Gouvernement national à Kinshasa ;</li> <li>3. L'élaboration du Plan d'Actions et de la Stratégie conjointe de démobilisation de la FRPI et de la Pacification du Sud Irumu, à travers un comité Interministériel à Kinshasa ;</li> <li>4. L'adoption de ce Plan d'Actions et de la Stratégie à travers le Comité de Suivi du Starec ;</li> <li>5. La production d'un projet d'Accord entre le Gouvernement et la FRPI, à l'issue de la réunion de Haut niveau tenue à Kinshasa au niveau de la primature et l'atelier de l'élaboration de cet accord ;</li> <li>6. La production d'une Stratégie DDR, visant à la démobilisation des éléments FRPI pour la mobilisation des fonds pour ces activités, en collaboration avec l'UEPNDDR, la MONUSCO et le ST.</li> <li>7. La décision de Pré-cantonement des éléments FRPI, suite à la réunion de Comité de Pilotage du Starec sur la FRPI</li> </ol> </li> <li>• Renforcement de capacité de 106 membres des plateformes de dialogue sur le mécanisme de gestion pacifique des conflits.</li> </ul>
<p><b>Plaine de la Ruzizi</b></p> <p><b>(Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Signature d'un arrêté provincial sur la gestion de la transhumance visant à mieux mitiger les conflits agriculteurs/éleveurs.</li> <li>• Plaidoyer national autour des conflits dans les hauts plateaux de Mwenga, Uvira et Fizi.</li> <li>• Signature d'un acte d'engagement et élaboration d'un plan d'action par les six communautés (Banyamulenge, Bafuliuru, Babembe, Banyindu, Bavira, Bambuti) pour trouver des solutions communes liées à la gouvernance et à la sécurité à Bijombo et dans les hauts plateaux des territoires de Fizi, de Mwenga/ Secteur d'Itombwe et d'Uvira.</li> <li>• Production de 15 émissions radios sur la non-violence et la cohabitation pacifique par ces structures de dialogue afin de faciliter une grande participation dans le processus de dialogue, et assurer que les communautés ainsi que les personnes éloignées et/ou enclavées comprennent les objectifs du dialogue et le contenu de l'acte d'engagement.</li> <li>• Formation sur la résolution de conflits entre mars et juin 2019 de 195 membres des structures de paix et structures étatiques (57 femmes et 139 hommes).</li> </ul>

## Piliers 2 à 5

Les partenaires financés par le FCS ont axé leur travail sous les piliers de l'ISSSS 2 à 5 sur les cinq thématiques ci-dessous :

- 1) **Gestion des terres et des ressources naturelles** et règlement des litiges associés (piliers 3 et 4 de l'ISSSS),<sup>2</sup>
- 2) Accès à la **sécurité** (piliers 2 et 3 de l'ISSSS),<sup>3</sup>
- 3) **Retour, réintégration et relance socioéconomique (RRR)** (pilier 4 de l'ISSSS),
- 4) **Engagement et influence des femmes et des filles** dans le processus de stabilisation et réduction des **Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG)** (piliers 3 et 5 de l'ISSSS).<sup>4</sup>

Les activités des projets FCS entre Janvier et juin 2019 sont présentées ci-dessous, organisées par thématique et zone prioritaire dans chaque province.

<sup>2</sup> Pilier 3 selon les piliers révisés de l'ISSSS

<sup>3</sup> Pilier 2 selon les piliers révisés de l'ISSSS

<sup>4</sup> Pilier 5 selon les piliers révisés de l'ISSSS



*Gestion des terres et des ressources naturelles, règlement des litiges associés (Piliers 3 et 4)*<sup>5</sup>

La question des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles a été abordée à travers différentes activités des partenaires du FCS dans les zones prioritaires de l'ISSSS principalement à travers l'**appui aux structures de médiation de conflits fonciers**. Le tableau ci-dessous fournit des détails supplémentaires sur les activités financées par le FCS et les progrès réalisés au cours de la période du rapport.

Tableau 4 : Aperçu des activités financées par le FCS dans le domaine de la gestion des terres et des ressources naturelles, Janvier à Juin 2019.

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur les activités et progrès
<b>Autour de Kitshanga (UN Habitat)</b>	Accès et sécurisation des terres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Documentation et résolution de conflits fonciers.</b> 15 conflits fonciers supplémentaires ont été documentés lors de la période de rapportage ramenant le total à 185 conflits documentés depuis le début du projet, impliquant 5100 ménages dont 2029 ménages dirigés par des femmes et 3071 ménages dirigés par des hommes. 46 conflits foncier supplémentaires ont été résolue lors de la période de rapportage ramenant le total à 71 conflits résolues, impliquant 374 ménages dont 159 ménages femmes et 215 ménages hommes.</li> <li>• <b>Plaidoyer pour faciliter de l'accès à terre par métayage</b> pour un total de 911 personnes (316 femmes et 595 hommes) la période de Janvier 2019 à Juin 2019.</li> <li>• <b>Appui à 6 structures des jeunes et des femmes pour une prise en charge de questions foncières qui touchent les jeunes et les femmes</b></li> </ul>
<b>Sud-Irumu (UN-Habitat / OIM)</b>	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Formation</b> de 31 personnes (8 femmes et 23 hommes) ont été formés à Komanda sur la numérisation des données cadastrales.</li> </ul>
	Ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pris en charge de 155 conflits</b> par les 5 antennes de la CFI, dont 55 résolus en faveur de 595 ménages</li> <li>• 50 membres de la communauté pygmées ont bénéficié de 35 Ha de terre par la chefferie de Walese Vonkutu suite au plaidoyer mené par le projet dans la zone</li> <li>• Installation d'un Comité Territorial de suivi des activités minières (CTS) Irumu, et deux Comités Locaux des Suivi des activités minières dans les chefferies des Andisoma et de Walendu/ Bindi (CLS) créés par l'arrêté Ministériel Provincial N*007/DOA/CAB/MIN PROV-MEH/006/2019 du 5 Mars 2019 portant création du Comité Territorial et Local de Suivi des Activités Minières en Territoire d'Irumu et dans les Chefferies des Andisoma et de Walendu/ Bindi.</li> <li>• <b>Organisation de deux ateliers</b> à Iruma, Nyankunde et Gety dans les chefferies d'Andisoma et de Walendu Bindi en vue de consolider les connaissances des membres des coopératives minières concernant le fonctionnement et la gestion d'une coopérative minière, les textes légaux régissant le secteur minier artisanal ainsi que la fiscalité minière</li> <li>• Identification de 150 bénéficiaires directs du projet en collaboration avec PADI (Programme d'Action pour le Développement intégré) dont 85 femmes (soit 56,6% des bénéficiaires) et 65 hommes (soit 43,4% des bénéficiaires), regroupés en association dans 7 activités génératrices de revenus créées en leurs faveurs dont 3 AGR sur l'axe Nyakunde dans la Chefferies des andossoma, et 4 autres dans la Chefferie des Walendu Bindi</li> <li>• <b>Des parcelles collectives de pâturage et pour l'agriculture ont été mises en place et capitalisées par le projet</b> : 53 parcelles de pâturage collectives et parcelles agricoles collectives ont été enregistrées, en outre 42 % des femmes membres des organisations paysannes ont l'accès aux parcelles de pâturage collectives et aux parcelles agricoles collectives.</li> <li>• <b>Organisation de 4 séances de sensibilisation</b> ont été réalisées en faveur de 167 exploitants miniers artisanaux et creuseurs individuels, dont 26 femmes, sur l'intérêt d'adhérer à des coopératives minières. Ainsi ces exploitants ont adhésés à la coopérative KONJI-OBI et les autres à Andisoma à la coopérative KINAMA. Leur adhésion favorise la bonne gouvernance minière.</li> </ul>

<sup>5</sup> Pilier 3 selon les piliers révisés de l'ISSSS

		<ul style="list-style-type: none"> <li>Des 26 autorités des ETD et 50 membres de CLPD dont 11 femmes et 65 hommes ont été renforcés en capacité sur les thématiques ci-après : la culture fiscale (les impôts et les taxes) et la gestion des recettes des impôts et taxes, la gouvernance participative, la décentralisation, les techniques de mobilisation et de plaidoyer.</li> <li><b>Mis en place 16 groupements agricoles</b> afin de permettre une meilleure accessibilité géographique et un cadre d'écoulement des produits aux agriculteurs</li> <li>Formation de 518 agriculteurs, 400 éleveurs et 75 pêcheurs aux bonnes pratiques agricoles, d'élevage et pêche</li> </ul>
<b>Ruzizi (Alerte internationale)</b>	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Identification 166 conflits fonciers</b> ce semestre dont 80 résolus, 45 en cours de médiation et 2 référés aux autorités locales (cas liés aux infractions de la loi) par les 8 comités mixtes éleveurs-agriculteurs.</li> <li><b>Réhabilitation de 2 couloirs de déplacement des vaches</b> à Kamanyola, réduisant la divagation du bétail</li> <li><b>Remise des 13 cartes foncières</b> produits aux services fonciers locaux et les services de cadastre. La remise s'est accompagnée d'activités de sensibilisation des cartes à Kamanyola, Bwegera, Lemera, Kigoma, Uvira et Kabunambo avec les autorités locales pour faciliter l'acceptation et l'appropriation de ces cartes pour qu'elles deviennent les outils de référence accessibles pour la prévention et la résolution des conflits fonciers dans ces groupements. 08 (170 femmes et 238 hommes) membres des communautés ont participé à ces séances.</li> </ul>
<b>Beni Nord</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Evaluation du Système d'Information Foncière (SIF)</b> pour comprendre le fonctionnement, les capacités humaines, matérielles intellectuelles ainsi que le flux d'information au sein de l'administration foncière.</li> <li>Conception du logiciel <i>Modèle du Domaine de la Tenure Foncière (STDM)</i> et une dotation en équipement spécialisé a été remise à l'administration foncière de Beni.</li> <li>Revue du registre foncier existant au niveau de l'administration foncière de Beni.</li> <li>Réalisation d'une étude sur les conflits fonciers dans le territoire de Beni auprès de 19 institutions en charge de résolution de conflits présentes dans le territoire.</li> </ul>

### Soutien à l'accès aux services de sécurité (Piliers 2 et 3 de l'ISSSS)<sup>6</sup>

Les partenaires du FCS ont également soutenu des initiatives locales de sécurité et des activités sur la protection de la population. Les principales activités contribuant à ces résultats se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Aperçu des activités financées par le FCS liées à la sécurité et à la protection des civils, Janvier à Juin 2019.

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur l'activité et les progrès
<b>Sud-Irumu (UN-Habitat)</b>	Sensibilisation et formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de 75 séances de sensibilisations des acteurs de sécurité (Forces armées de la République Démocratique du Congo « FARDC » et Police nationale congolaise « PNC ») sur la protection de la population, le respect de droit humain, gestion des conflits et le droit international humanitaires.</li> <li><b>Formation de 45 éléments de la police dont une policière</b> du sur les modules suivants: La Police de Proximité, Éthique et déontologie policière, Droit de l'homme, Violences basées sur le genre, Gestion et Transformation de conflits, Police Judiciaire, MROP (Maintien et rétablissement de l'ordre public et GTPI (Gestion et technique professionnel d'intervention)</li> <li>185 séances de sensibilisation organisées par les ILP dans les communautés sur les pré-cantonement, désarmement et démobilisation, réinsertion et réintégration des éléments FRPI. Ainsi 16060 personnes ont été touchées dont 3338 jeunes filles, 3392 jeunes hommes, 4960 femmes et 4360 hommes.</li> <li>Des kits de sensibilisation constitués de 595 polos, 1.000 Calendriers de mur, 250 Calendriers de table, 50 Gilets, 2.000 Affiches de sensibilisation de 5 phases de démobilisation et 750 Carnets leurs ont été distribués dans le cadre du processus FRPI.</li> <li>75 séances de sensibilisation au sein des forces de l'ordre FARDC/PNC avec un total de 522 femmes soit 29% des femmes sensibilisées sur la protection, droits de l'Homme et 1278 hommes soit 71%.</li> </ul>

<sup>6</sup> Pilier 2 selon les piliers révisés de l'ISSSS

		<ul style="list-style-type: none"> <li>692 séances réalisées sur le changement de comportement ont atteint au total 86794 personnes, dont 17969 hommes, 23036 femmes, 21700 garçons et 24089 filles. Ces séances ont suscité une prise de conscience de la PNC et des FARDC sur le respect de la dignité de la femmes.</li> <li>10 spots radios et 8 magazines ont été produits et diffusés par les radios partenaires pour la sensibilisation sur le leadership féminin, la bonne gouvernance, la résolution des conflits fonciers, l'entrepreneuriat des jeunes, le rapprochement entre les acteurs de sécurité et les populations civiles dans les communautés. 18000 exemplaires de la bande dessinée sont distribuées mettant en exergue les relations FARDC/PNC-Communautés.</li> </ul>
	Équipement en moyens opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>Remise au commissariat de la PNC de Burasi: un véhicule neuf Land Cruiser Pickup 4X4 et 6 motos Mark TVS, 2 ordinateurs laptop, 4 radios Motorola Talkie-walkie.</li> <li>Construction d'un logement temporaire des policiers, un campement temporaire qui servira d'hébergement aux policiers au moment de leur déploiement, le temps qu'ils trouvent des logements dans la localité.. Parmi ces policiers 3 ont suivi la formation de conduite et mécanique automobile et 2 autres ont suivi la formation informatique à l'INPP (Institut national de Préparation professionnelle).</li> <li><b>Un appui a été apporté à 3 groupements d'agriculteurs</b> en dispositifs d'irrigation (puits, motopompe, tuyaux et groupe électrogène), à <b>3 groupements de pêcheurs des Bahema Sud</b> en intrants de pêche (6 filets, 3 moteurs hors-bord, 6 pirogues, 6 ancres, 3 rouleaux de fil d'ancre, 204 pièces de bobine de ligature, 120 litres d'essence, 15 litres d'huile motrice) et <b>15 groupements d'éleveurs</b> en géniteurs (en géniteurs des races améliorées et en construction des 7 stations de monte publiques</li> </ul>
Ruzizi (International Alert)	Sensibilisation et formation	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Formation de 137 personnes (36 femmes et 101 hommes)</b> entre janvier et juin 2019 dans la gestion des conflits, genre post conflit et les droits humains.</li> <li><b>Diffusion de 246 émissions radio</b> sur les avancées du programme DDR/DDRRR et la sensibilisation des groupes armés produits par RIO et SVH en coordination avec UEPNDRR45 et le programme DDR MONUSCO.</li> <li><b>Organisation d'une campagne de sensibilisation sur la détention illégale des armes</b> à Lemera suivies de 540 séances de sensibilisation faites par les membres de différentes structures entre février et juin à travers les réunions ordinaires, les analyses du contexte, les restitutions des scores cadres, les réunions des CLSP, des UCS, les fora des groupements et des villages dans les différents groupement et villages.</li> </ul>
	Plan d'action sur la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Finalisation de deux plans d'action sur la sécurité</b> dans les chefferie de Bafuliiru et de Bavira par leur CLSP respectifs.</li> </ul>
	Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plaidoyers par les structures communautaire afin d'orienter les forces de sécurité pour répondre aux besoins identifiés. Le plaidoyer effectuée par le forum de groupement Kigoma a permis le déploiement de plus de FARDC à Kigoma.</li> </ul>

### *RRR (Pilier 4 de l'ISSSS)*

Les partenaires du FCS ont continué à mettre en œuvre leurs activités RRR au premier semestre 2019 afin d'accroître la cohésion sociale dans les communautés bénéficiaires et contribuer à la stabilisation. Les PMO ont mis l'accent dans ce domaine sur des activités contribuant à l'amélioration de l'accès au crédit, les activités génératrices de revenus (AGR), la formation professionnelle, l'appui psychosocial et le renforcement des structures des jeunes qui promeuvent les messages de résolution de conflits pacifique. Ces activités visent principalement les jeunes à risque et leur intégration sociale et économique au sein de leurs communautés respectives. Des chaînes de valeurs clés ont été renforcées et des structures économiques, telles que des coopératives et AVEC, ont été mises en place avec l'objectif de renforcer les liens sociaux entre les participants dans une vision de développement économique collective.

Tableau 7 : Aperçu des activités financées par le FCS liées au RRR, Janvier à Juin 2019.

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur l'activité et les progrès
Ensemble pour Beni (OIM)	AGR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'une base de données de bénéficiaires RRR a été conçue ce qui permettra aux Consortium de suivre de près l'évolution de ses conditions économiques pendant la durée du projet.</li> <li>• Identification de 23 associations agricoles (sur 25 prévues) ont été identifiées et validées par les autorités et la communauté a Beni Mbau et Ruwenzori. Ces associations comptent au total 1.150 membres dont 370 hommes et 780 femmes. Ces associations bénéficieront des activités de chaînes de valeurs agricoles et des champs écoles paysans, des dotations en intrants agricoles et en renforcement de capacité afin d'accroître leur production agricole, tout en garantissant l'accès au marché et une augmentation de revenu dans le cadre du projet.</li> <li>• Identification de 310 bénéficiaires à Beni Mbau et Ruwenzori qui bénéficieront de l'accompagnement du projet vis-à-vis des activités d'élevage.</li> <li>• Identification de 336 ménages bénéficiaires qui bénéficieront de l'accompagnement du projet vis-à-vis des activités piscicoles.</li> <li>• Réalisation d'une étude de marché et d'opportunités en faveur des sur l'ensemble de la zone couverte par le projet. L'étude a identifié quatre filières économiquement rentables pour les jeunes des trois zones d'intervention du projet : coupe-couture, menuiserie, coiffure (mixte), mécanique Moto. 429 jeunes (dont 242 filles et 187 garçons) ont été sélectionnées comme bénéficiaires pour les activités professionnelles identifiées.</li> </ul>
Kitshanga (UNFPA)	AGR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer l'accompagnement aux 514 jeunes (209 femmes et 305 hommes) dans leurs AGR individuelles et les 10 AGR collectives/groupement d'intérêt économique telles que la menuiserie, de salons de coiffure, des ateliers de coupe et couture, des poulaillers, des moulins, des services de communication, un secrétariat public et la vente de planches de bois. En plus de ces 514 jeunes, 51 autres jeunes à risque ont été accompagnés et appuyés pour leur réinsertion socio-économique. Ainsi, ce trimestre, 562 jeunes (254 femmes et 308 hommes) sont appuyés et accompagnés dans leurs AGR individuelles et les 10 AGR collectives/groupement d'intérêt économique.</li> </ul>
	HIMO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement de 250 jeunes dans le cadre des activités de réhabilitation de la route sur l'axe Kikuku-Nyanzale et Birambizo-Kitshanga.</li> </ul>
	Activités conviviales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de fora de discussions entre jeunes de différentes communautés en faveur de 267 jeunes (91 femmes et 176 hommes). Ces rencontres périodiques organisées autour des questions de la résolution des conflits, la confiance mutuelle, la non-discrimination, la construction de la paix et de la cohésion sociale, les questions de population avec un focus sur la sexualité responsable, le VIH, les violences sexuelles, la lutte contre la toxicomanie.</li> </ul>
Sud-Irumu (UN-Habitat)	AGR et formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Formation de 48 jeunes</b> de 3 ETD (Andisoma, Banyali Tchabi et Walese Vonkutu) sur la création et la gestion d'une micro-entreprise (AGR).</li> <li>• <b>Sélection et formation professionnelle de 78 jeunes à risque dans chaque ETD soit 465 jeunes à risque</b> dont: (217 femmes et 248 hommes) dans les filières suivantes: coupe-couture, commerce, Menuiserie, Informatique, agriculture, mécanique et coiffure-esthétique. Les jeunes ont aussi été appuyés afin de permettre leur organisation en 38 groupements associatif par métiers.</li> <li>• <b>53 Mutuelles de solidarités (MUSOs)</b> ont été renforcées et sont opérationnel, facilitant l'accès des membres aux microcrédit dans le cadre des caisses de résilience. 184 membres (101 femmes et 83 hommes) ont bénéficié de crédits d'un montant de total de \$ 17376.</li> <li>• Identification et formation de 518 agriculteurs, 400 éleveurs et 75 pêcheurs aux pratiques modernes d'agriculture, d'élevage et de pêche.</li> </ul>
	Sensibilisation et formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réalisation de 14 rencontres sportives</b> dont 7 rencontres des équipes féminines, 7 ballets culturels et 7 séances de projection des films éducatifs ont été en faveur de 152 des communautés voisines envie de promouvoir le rapprochement communautaire et à la régression des incidents entre les jeunes au sein de leurs communautés respectives et différentes ethnies</li> </ul>

*L'engagement et l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation et la réduction des VSBG (piliers 3 et 5 de l'ISSSS)<sup>7</sup>*

Le genre est à la fois transversal à travers tous les piliers de l'ISSSS et spécifique au pilier 5. Les projets visent à améliorer l'engagement et l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation, entre autres à travers la communication pour le changement de comportement (CCC), et travaillent également spécifiquement sur les VSBG, avec un minimum de 15% du budget de chaque projet dédié aux activités sensibles au genre.

Pendant la période de rapportage, les partenaires du FCS ont mis en œuvre des activités spécifiques pour contribuer au changement de normes liées au genre, en partie sur les VSBG, mais aussi plus généralement pour viser à assurer l'engagement des femmes et des filles dans tous les aspects de la stabilisation et le processus de transformation de conflits. Le tableau ci-dessous fournit des informations supplémentaires sur les activités financées par le FCS dans ce domaine thématique transversal.

*Tableau 8 : Aperçu des activités financées par le FCS liées à l'engagement et à l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation et à la réduction des VSBG, Janvier - juin 2019.*

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur l'activité et les progrès
Sud-Irumu (UN-Habitat)	Formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation de 10 officiers de la PNC (3 femmes et 7 hommes) sur l'éthique et déontologie, la protection de l'enfant, la lutte contre les VSBG, la procédure pénale, le droit pénal spécial et la technique d'enquête sur les cas VSBG.</li> </ul>
	Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de 692 séances de sensibilisation, elles ont atteint au total 86 794 personnes, dont 17 969 hommes, 23 036 femmes, 21 700 garçons et 24 089 filles.</li> </ul>
	Accès aux services	<ul style="list-style-type: none"> <li>691 cas des VSBG identifiés pour ce semestre dont 650 cas référés pour la prise en charge psychosociales, 157 cas s'étaient présentés dans le 72 heures et ont bénéficiés de l'appui médicale et une fillette de 5 ans qui a bénéficié de la réparation du fistule vaginale</li> <li>430 filles de moins de 18 ans ont bénéficié d'une prise en charge psychologique et médicale dans les structures médicales.</li> <li>240 enfants survivants et des personnes à besoins</li> </ul>

<sup>7</sup> Pilier 5 selon les piliers révisés de l'ISSSS

		<p>spécifiques ont également bénéficié d'une réinsertion scolaire dans 9 écoles primaires et 13 écoles secondaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 78 jugements ont été rendus avec satisfaction des survivants des violences sexuelles qui ont bénéficié des facilitations en termes d'accès à la justice.</li> </ul>
	<p>Coordination</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 réunions de coordination avec le service étatique DIVIGENRE et la MONUSCO ont été tenues, et 6 supervisions conjointes ont été réalisées, permettant de renforcer la planification, la supervision et la réalisation des activités conjointes.</li> <li>• La coordination dans le cadre des interventions de stabilisation en Ituri s'est articulée autour de deux axes: Une coordination intra-consortium, sous le lead de UN-HABITAT avec l'accompagnement du STP, marquée par la tenue de 6 réunions de l'Unité Conjointe de Coordination (UCC). Une harmonisation des interventions des Initiatives Locales de Paix (ILP) avec les interventions de la CFI dans le cadre de la résolution des conflits. Bien plus, les interventions des Conseils Locaux de Sécurité de Proximité (CLSP) ont été harmonisées pour assurer la cohérence et la complémentarité dans la mise en œuvre du concept de police de proximité à Burasi après la construction du bâtiment de la PNC. Dans le cadre de la cohésion sociale et de la résilience, des synergies ont été établies entre les survivantes des violences sexuelles identifiées par COOPI qui ont été référés à Mercy Corps pour bénéficier des AGRs.</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'agissant de la coordination au niveau du STP en appui aux consortiums de stabilisation, 6 réunions du Groupe de Travail Stabilisation ont été organisées avec la participation des partenaires alignés et d'autres acteurs de stabilisation pour assurer la cohérence et la complémentarité de nos interventions. Bien plus, deux réunions du CTC (Comité Technique Conjoint), qui est un cadre de coordination et d'évaluation politique des programmes stabilisation au niveau provincial ont été tenues, à raison d'une chaque trimestre. Il y va de même de la tenue deux réunion du Conseil d'Administration Provinciale CAP.</li> <li>• Concernant la coordination thématique, les sous-groupes de travail suivi-évaluation et Genre, qui ont été créés par la SSU-Bunia ont tenu respectivement 6 et 7 réunions de travail avec les Partenaires de mise en œuvre, dans l'optique de faciliter l'adaptabilité, l'efficacité, l'efficience et la cohérence de nos interventions. Dans la même dynamique, le groupe d'engagement politique qui fut créé plus tôt, a tenu 3 réunions avec pour vocation d'harmoniser les interventions de Dialogue démocratique à Djugu.</li> </ul>
<p><b>Autour de Kitshanga (UN-Habitat)</b></p>	<p>Formations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de 50 enseignants (18 femmes, 32 hommes) de l'EPSP et 150 élèves membres des gouvernements scolaires (70 filles et 80 hommes) de trente écoles secondaires (9 Kitshanga, 7 Nyanzale, 7 Birambizo, 2 Pinga et 5 Mweso ) sur les VSBG et la culture de la paix en milieu scolaire.</li> </ul>

<p><b>Ruzizi</b> <i>(International Alert)</i></p>	<p>Sensibilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation d'une tribune des' expression a Uvira avec les jeunes filles et garçons des différentes communautés provenant des différents sites de la zone prioritaire pour leur donner un espace d'échange avec les autorités pour exprimer leurs préoccupations sur le plan sécuritaire mais aussi la situation des femmes/filles au sein de leurs communautés.</li> <li>• Diffusion de 96 émissions portant sur le genre travers des radios communautaires permettant aux personnes éloignées des groupes de dialogues et non invitées aux activités réalisées par SOFAD d'avoir une connaissance sur les violences basées sur le genre et mettre en pratique les mesures préventives cette pratique dans la société</li> <li>• Nombres élevés des femmes (57) chefs d'avenue à Kamanyola et Lemera, et 2 femmes membres du conseil du groupement de Kigoma, grâce aux séances de plaidoyer.</li> </ul>
-------------------------------------------------------	------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



### 3. Principaux défis et risques

Le chapitre qui suit décrit les principaux défis et risques auxquels font face le Secrétariat Technique et les projets financés par le FCS. Le but est d'expliquer d'une part certains obstacles rencontrés lors des réalisations décrites dans le chapitre précédent, et d'autre part de soutenir des discussions sur la gestion de ces défis ou risques pour améliorer la mise en œuvre des projets et la réussite des objectifs de l'ISSSS. Les données proviennent des rapports des PMO pour la période Juillet à Décembre 2018. Bien que le texte soit structuré en deux parties, la première se focalisant sur le Fonds et la seconde sur les projets financés par le FCS, de nombreux défis se retrouvent entre les deux niveaux.

#### 3.1. Défis pour le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Les défis principaux auquel fait face le FCS sont les mêmes que ceux identifiés lors du rapport précédent à savoir :

- **Retards dans la mise en œuvre des projets FCS** : Un des plus grands défis auquel fait face le FCS est les taux de mise en œuvre des projets selon les derniers rapports semestriels des PMO. On peut expliquer ces retards en évoquant les problèmes de sécurité et d'accès aux zones de priorité, les blocages politiques, la période électorale ainsi que les capacités opérationnelles et programmatiques des PMO.
- **Financement des projets du FCS** : Ces retards de mise en œuvre pourraient avoir un impact sur le financement des projets de stabilisation à l'avenir.
- **La future donne politique en RDC** : Le climat politique actuel a un impact sur les interventions à travers la RDC, et pas seulement dans le secteur de la stabilisation. De nombreux projet FCS ont en effet rapportés une perturbation de leurs activités sur le terrain lors de la période de campagne électorale de Décembre. Notons aussi que la période post-électorale verra certains changements au niveau du paysage politique national, provincial et local. Ceci représentera un défi pour le FCS en termes de nouvelles figures politiques à sensibiliser aux différents processus de stabilisation.
- **Coordination du ST** : La collaboration entre l'UAS et le STAREC au niveau provincial continue de manière étroite et constructive, et la collaboration entre l'UAS et le STAREC national s'est renforcée depuis que plus d'actions d'engagement politique liées à la mise en œuvre de l'ISSSS ont nécessité l'implication active de Kinshasa (ex : le processus de démobilisation des FRPI).
- **Ressources** : Un grand défi actuel pour le ST reste les ressources humaines pour répondre à tous les besoins de la programmation. Les équipes du STAREC souffrent d'un manque de financement adéquat de leurs frais de fonctionnement pour remplir leurs objectifs. Dans le cas de l'UAS, certain post clef sont toujours vacants depuis Eté 2018.

#### 3.2. Principaux défis et risques programmatiques FCS

Au niveau des projets mises en œuvre sur le terrain par les PMO de l'ISSSS, les deux principaux défis auxquels les PMO ont dû faire face lors de ce premier semestre de 2019 furent liés aux contextes post-élection et à l'insécurité dans les zones prioritaires. Notons aussi la difficulté de mouvement liée à la saison des pluies et la dégradation des routes.

Tableau 9 : Principaux types de défis rencontrés par les projets financés par le FCS, Janvier à Juin 2019.

Défis et Risques	ZP	Détails	Stratégies de gestion mises en œuvre ou proposées par les PMO
------------------	----	---------	---------------------------------------------------------------

<b>Post-élection</b>	Toutes	Les nouveaux acteurs politiques nationaux et provinciaux n'ont pas une bonne compréhension de la stratégie ISSSS ; ce qui peut créer de fausses perceptions, attentes et un faible engagement qui peut causer un retard dans le déroulement des activités, la prise de décisions ou le lancement d'une nouvelle programmation.	Des séances d'explication et de partage d avec les nouveaux dirigeants à différents niveaux ont été initiés (députés provinciaux) et envisagées (gouvernement national et provincial) pour leur engagement
	Ruzizi	Non achèvement du processus électoral rendant difficile l'appui aux ETD	Plaidoyer pour renforcer l'autorité de l'Etat au niveau des ETD
		Certains partenaires étatiques et de la société civile ont fait campagne et seront possiblement élus (au niveau national et provincial). Leur ascension à des postes politiques constitue un manque pour le projet qui doit encore aller à la recherche de nouveaux collaborateurs mais aussi une opportunité dans la mesure où, au niveau politique où ils se trouvent, ils ont la capacité d'ouvrir des nouvelles portes voire des nouveaux contacts favorables pour le projet.	
	Kitshanga	Le nouveau gouvernement national perçoit qu'il y a beaucoup d'attention sur la ZP « Autour de Kitshanga » alors qu'il y a des besoins de stabilisation ailleurs au Nord Kivu. L'incertitude actuelle sur le panorama politique local qui est toujours en attente des élections locales, a brisé le lien entre gouvernement national et le gouvernement provincial.	Renforcement du dialogue avec le ministère du plan au niveau national tout en expliquant le processus de ciblage et de priorisation ayant déjà eu lieu. En attendant les élections locales, continuer à collaborer avec les autorités locales nommées et les structures communautaires.
	Sud- Irumu	Le processus FRPI demande plus de temps que prévus étant donné le changement post-élection et la nature du processus.	Une extension de 6 mois au projet Pamoja Kwa Amani a été sollicité et accordé pour accompagner le processus.
<b>L'insécurité dans les zones prioritaires entrave ou empêche l'accès aux zones du projet, bloquant la mise en œuvre.</b>	Beni	Des tueries de la population ainsi que des enlèvements et attaques contre les différents services et les humanitaires sont commis dans la ZP. Cette situation d'insécurité affecte l'exécution du Projet. La zone de Watalinga est toujours inaccessible par route compte tenu de la présence des ADF dans la zone.	Les équipes du projet et ses partenaires font continuellement des évaluations sécuritaires des zones d'interventions en s'appuyant sur le service de sécurité de la MONUSCO, les points focaux de sécurité de chaque membre du consortium, et les autorités locales. Des plans de sécurité ont été mis en place par INTERPEACE et son partenaire SOFEPADI pour renseigner les différents risques sécuritaires et les mesures relatives envisagées.
	Kitshanga	L'activisme et les alliances entre les groupes armés restent également un souci majeur pour la stabilisation de la ZP de Kitshanga et peuvent à tout moment rendre la zone inaccessible.	A travers les structures locales, le ST et les PMO suivent le contexte pour avoir des informations actualisées et prendre des décisions informées.  Les PMO continuent de sensibiliser des leaders à opinion violente à travers les structures communautaires mais aussi le plaidoyer à tout le niveau et surtout auprès des institutions étatiques pour une grande présence des services de sécurité.
	Sud-Irumu	Situation sécuritaire toujours volatile dans les sites miniers.	Renforcement du dialogue démocratique et la relance du processus de démobilisation des ex-combattants FRPI en vue de limiter leur accès aux sites miniers

		Le retard de déploiement des policiers à Burasi	Le Secrétariat Technique en appui au PMO fasse un plaidoyer auprès du commissariat provincial de l'Ituri et au niveau National (commissariat général de la PNC) ainsi qu'au Ministère national de l'intérieur pour l'effectivité du déploiement
<b>Epidémie d'Ebola</b>	Sud-Irumu	L'épidémie d'Ebola reste un danger pour les équipes terrain du projet dans certaines zones couvertes par le projet.	Des séances de sensibilisation sont tenues avant chacune des activités, des stations de lavage des mains sont obligatoires à l'entrée des locaux et salles de formation.
	Beni	La crise humanitaire causée par la maladie à virus Ebola à Beni continue à être un défi pour la mise en œuvre du projet. Des nouveaux cas continuent à être enregistrés malgré le travail de fond qui a été mené par les équipes de la riposte. Les communautés sont méfiantes des actions de la riposte et c'est ce qui affecte directement l'accès et l'implémentation de nos activités sur terrain.	Comme mesures de mitigation, le Projet a renforcé la communication interne parmi les staffs du projet et ses partenaires afin de contourner les risques de contamination. De plus, lors de la réalisation des activités du projet, des messages de sensibilisation sont envoyés aux communautés bénéficiaires.
	Kitshanga	La menace de la propagation de la maladie à virus Ebola dans la zone opérationnelle est certaine et pourrait entraîner une perturbation des activités humaines, sociales et économiques dans la zone ainsi qu'une montée en flèche des tensions communautaires et des actions de résistance face aux équipes de riposte.	Le consortium a proposé l'idée mettre en œuvre une stratégie efficace pour comprendre en profondeur les perceptions des communautés sur cette maladie et à travers ses structures de base et amener les communautés à comprendre que la maladie à virus Ebola est une réalité.
<b>Attentes de la population</b>	Beni	Les réunions réalisées entre l'équipe du projet, les autorités locales et la société civile de Beni ont révélées que la communauté croit qu'Ensemble pour Beni mettra un terme à toute la pauvreté dans la ZP. De plus, la communauté confond le projet avec un programme humanitaire. Dans ce contexte, il y a un grand défi pour faire comprendre à la communauté de Beni les objectifs du projet stabilisation et que le projet ne cible pas directement toute la population notamment pour les AGR.	Le projet prévoit de renforcer la communication à travers des réunions avec les représentants des communautés, la société civile et les autorités locales. De plus il définira conjointement avec les communautés les critères de sélection des bénéficiaires du projet.
<b>Dualité du pouvoir coutumier</b>	Ruzizi	L'existence d'un pouvoir coutumier parallèle dans les trois chefferies ciblées par le projet, rend difficile l'organisation des activités.	Pour les activités dans lesquelles ces autorités ont l'obligation d'intervenir, le consortium invite les deux autorités pour prendre part à l'activité.
<b>Performance inadéquate des partenaires locaux</b>	Kitshanga	Dans le cadre du projet <i>Pamoja kwa amani na Maendeleo</i> , non seulement un retard dans la mise en œuvre a été constaté, mais aussi des problèmes liés à la construction du centre des jeunes de Kitshanga.	Le ST avait sollicité et obtenu l'extension de 4 mois du projet auprès de la CAP et un suivi de proximité a été renforcé pour améliorer la communication avec les communautés et pousser les partenaires à résoudre avec les communautés les problèmes et défis rencontrés.
<b>Coordination</b>	Kitshanga	Risque de chevauchement et perception de travail « en solo » suite à la prolifération des organisations dans la ZP Autour de Kitshanga Faible communication des activités des partenaires alignés vers le ST, les communautés et les autorités.	Le secrétariat technique a résolu de renforcer la coordination de tous les partenaires FCS et alignés pour éviter le chevauchement. Des TdR de cette coordination sont en rédaction et les réunions sont mensuellement tenues. Des groupes thématiques seront constitués lors de prochaines réunions.  En plus une stratégie de communication est en pleine élaboration au sein de la coordination des partenaires de la stabilisation au Nord Kivu.

	Beni	Constat que l'Administration Foncière du Territoire de Beni évite de coopérer avec des associations ou des structures privées tel que le centre de résolution des conflits, les églises, le barza communautaire, entre autres, en matière de résolutions de conflits fonciers. Ce qui rend complexe la mise en œuvre des activités au niveau local.	UCBC va travailler directement avec les Comités Locaux de Paix et Développement (CLPD) et les Comité de Paix et Développement au niveau de Groupement (CPDG) qui sont des structures étatiques inclusives regroupant les chefs des secteurs, la société civile, les associations féminines, les associations des jeunes, les églises, les coutumiers. Ces structures offrent également une possibilité d'inclure certains membres non-permanents vu leurs expertises en matière foncière tels que des experts, des agents de l'Administration Foncière (le conservateur des titres immobiliers, le chef de Division du Cadastre et le contentieux), et l'institut Géographique.
<b>Pérennisation</b>	Sud Irumu	Temps limité pour le renforcement des Groupements des Muso	Renforcer la capacité des cadres des Groupements de Muso pour la pérennisation de leurs actions

## 4. Complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les interventions alignées

Les efforts du Secrétariat Technique pour assurer la complémentarité entre interventions du FCS et les interventions alignées lors du premier semestre de 2019 ont principalement été autour de la coordination de la programmation dans les zones prioritaires ISSSS. Ces efforts contribuent à maximiser les apports des différents canaux de financement de l'ISSSS. Le travail réalisé au cours des six premiers mois de 2019 a engendré des exemples de coordination efficace de la programmation dans les trois provinces :

Tableau 10 : Complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les interventions alignées, Janvier à Juin 2019.

Thématique	ZP	Détails	Projets
Engagement de la jeunesse	K i t s h a n g a	La construction de centres de jeunes étant vers la fin à Kitshanga (par UNFPA, projet Pamoja kwa Amani na Maendeleo) et à Kikuku (par Alert, projet Njia za Makubaliano), les deux centres seront équipés par UNFPA (pour la jeunesse à Kikuku et Kitshanga).	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo, UN HABITAT, SCF  Njia Za Makubaliano, International Alert, SCF
		Le STP coordonne aussi afin d'éviter la duplication des efforts sur le terrain par les partenaires de l'ISSSS, notamment avec l'effectivité de DRC sur terrain et l'arrivée imminente d'un nouveau projet dans le processus d'alignement de KfW ce qui concerne le placement de centres pour la jeunesse et le partage des listes de bénéficiaires entre partenaires associant des jeunes dans les mêmes domaines.	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo, UN HABITAT, SCF Vijana wenye nguvu kwa amani, DRC, PBF KfW
Dialogue	R u z i z i	Renforcement de la coordination des activités de dialogue dans le haut plateau d'Uvira entre SFCG et Alert International afin d'éviter la duplication, actuellement, le STP du Sud Kivu est en train de travailler avec SFCG, Alert International et Affaire civile de la Monusco afin qu'ils définissent ensemble l'approche d'intervention sur le dialogue dans le haut plateau d'Uvira tout en s'appuyant sur le plan d'action issu du dialogue (fait en Juin 2019 à Uvira) sur le haut plateau d'Uvira organisé par Alert, afin d'éviter de faire la duplication des activités et gaspiller les ressources.	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani, International Alert, SCF Maji ya Amani, IRC, Pays-Bas
	S u d I r u m u	L'harmonisation des interventions dans le cadre du Dialogue Démocratique (DD), a permis d'assurer la cohérence et la complémentarité entre les interventions du Consortium CISPE et de Pamoja Kwa Amani (FCS), dans les chefferies d'Andisoma et de Walese vonkutu. Le consortium CISPE s'est retiré dans ces zones au profit du projet FCS Sud Irumu, afin d'éviter les doublons et dans un souci d'efficacité, de cohérence et d'efficience.  Le Consortium CISPE et le projet FCS Sud Irumu étaient membres du sous-groupe thématique Dialogue Démocratique et Engagement Politique. C'est un cadre de travail visant à harmoniser les interventions de DD entre les partenaires au niveau de Djugu.  Il y a eu une harmonisation des approches au niveau des structures/plateformes de DD qui sont identiques pour les deux consortiums : les initiatives Local de Paix (ILP), les mutuelles de Solidarité (MUSO), les comités locaux d'Éveil et de sécurité (CLEs), les Cases de femme etc.	Pamoja Kwa Amani, UN HABITAT, SCF CISPE, OIM, Pays-Bas
Plan d'action	K i t s h a n g a	Suite à table ronde de Bwito (août 2018) le STP a veillé à ce qu'Alert Internationale et l'OIM collaborent pour harmoniser le Plan d'Action Communautaire avec le Plan d'Action pour la Sécurité de Rutshuru (élaboré au début de 2018).	Njia Za Makubaliano, International Alert, SCF CISPE, OIM, Pays-Bas

	g a		
Conflits fonciers	K i t s h a n g a	A travers des activités de accès et sécurisation foncier, Alerte Internationale a développé un plaidoyer a plus haute niveau (gouvernemental et grand concessionnaires) a travers de GPPM pour la création de la coopérative USTAWI en vue de réduire de manière durable les conflits fonciers par la relance agricole. Alerte Internationale a capacité les membres des structures de DD tels que CITC, NPRC et CEI dans la résolution de conflits. UNHABITAT a capacité les structures de jeunes et femmes pour la résolution de conflits au niveau local. FARM a intervenu dans les zones sans présence de la programmation FCS et a été focalise sur la résolution de conflits pour l'accès et sécurisation foncière, la gestion des ressources naturelles et le développement des marches et chaines de valeurs. Les activités de Dialogue Démocratique à travers de sensibilisation et résolution de conflits, les activités de médiation pour faciliter l'accès à la terre et la dotation des AGRs on contribue à une amélioration de la sécurité. L'IOM a développé des activités de renforcement des capacités avec des acteurs étatiques clés (police, justice et administrations locales) et des chefs des chefferies ainsi que l'installation des cliniques juridiques pour la résolution des conflits.	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo, UN HABITAT, SCF FARM, Mercy Corps, Pays-Bas CISPE, OIM, Pays-Bas
	S u d I r u m u	A travers le projet d'UN HABITAT les communautés sollicitées la sécurisation foncière de leurs terres ou à défaut de leurs compromis pour mieux prévenir les conflits fonciers. A ce titre, OIM va faciliter l'homologation des compromis produits par CFI dans Andisoma et Walese Vonkutu.  Le consortium CISPE à travers son partenaire Cordaid a œuvré dans l'homologation (légalisation) de 49 compris trouvées par la CFI aux termes des séance de médiation et de résolution des conflits fonciers.  Dans le cadre de la gouvernance locale, le projet FCS Sud Irumu avait prévu l'élaboration participative et la validation de 7 Plans Locaux de Développement (PDL) couvant les 7 chefferies ciblées par le projet. Cependant le Consortium CISPE avait déjà amorcé l'élaboration deux PDL dans les chefferies d'andisoma et de walese vonkutu. Après harmonisation, le Projet Sud Irumu a finalement élaboré et fait valider 5 PDL au lieu de 7.	Pamoja Kwa Amani, UN HABITAT, SCF CISPE, OIM, Pays-Bas
VSBG	S u d I r u m u	Le projet Aligné Trocaire a effectué des consultations auprès des PMOs du FCS, afin de s'appuyer sur les initiatives et structures existantes en matière de lutte contre les VSBG et d'autonomisation des femmes.	Pamoja Kwa Amani, UN HABITAT, SCF Trocaire, Suède

## 5. Progrès vers les résultats de l'ISSSS liés aux activités financées par le FCS

Comme précisé dans le chapitre 2 du présent rapport, les partenaires des projets FCS ont consacré une part importante de leurs activités à la poursuite du Dialogue Démocratique dans les zones prioritaires de l'ISSSS (pilier 1) et à l'application des recommandations du dialogue, notamment sur des questions liées à la terre et aux conflits fonciers.

Cette section examine les données pour certains indicateurs de l'ISSSS associés à ces secteurs stratégiques, et propose quelques observations clés sur les progrès réalisés vers les résultats correspondants.

**R1: Amélioration continue de l'attitude envers les autorités locales dans la plupart des zones prioritaires de l'ISSSS correspond aux effets escomptés des activités financées par le FCS liées au dialogue démocratique de l'ISSSS (pilier 1) et à la restauration de l'autorité de l'État (pilier 3).**

Le premier semestre de 2019 a été marqué par la poursuite de l'amélioration globale des attitudes à l'égard des autorités locales dans la plupart des zones prioritaires de l'ISSSS (voir Graphique 1 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs ). En moyenne, dans toutes les zones prioritaires de l'ISSSS ayant des projets de stabilisation actifs financés par le FCS, **le pourcentage d'adultes qui se sentaient « bien » ou « très bien » représentés par les autorités locales est passé de 16% fin 2018 et à 20% en juillet 2019.**

Bien que cette amélioration globale se situe dans la marge d'erreur de +/- 5% du sondage effectué, l'amélioration a été nettement plus prononcée dans plusieurs des zones et sous-zones prioritaires de l'ISSSS (voir ci-dessous).

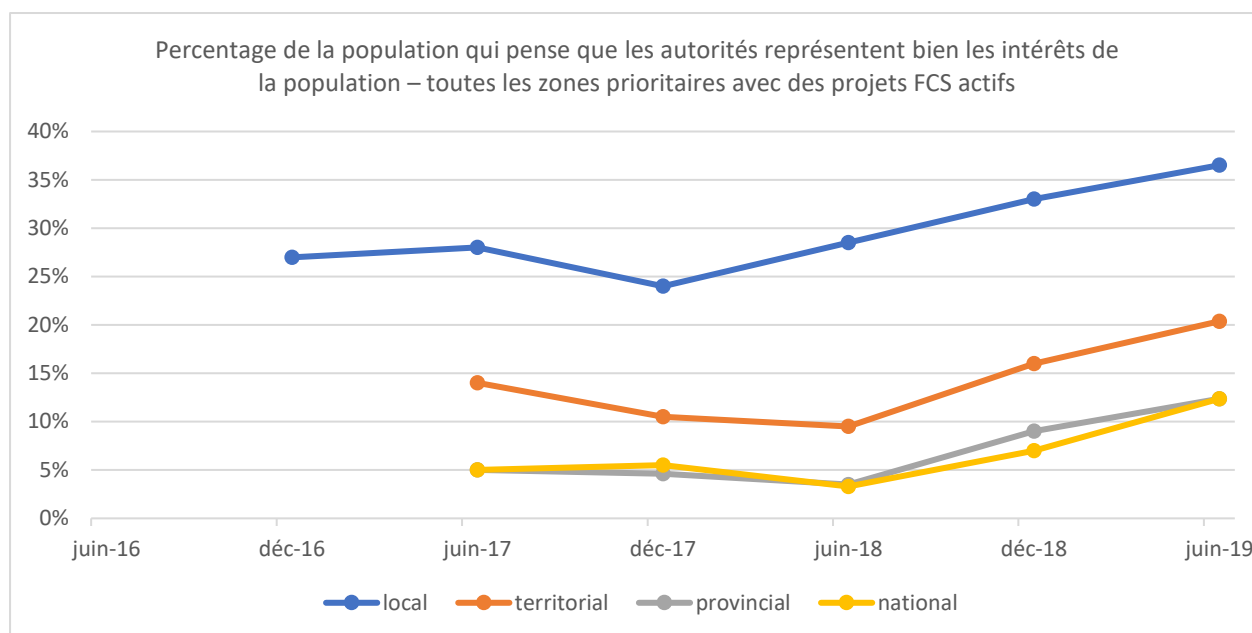
L'attitude populaire à l'égard des autorités locales dans les zones prioritaires actives de l'ISSSS

*Objectif Spécifique 3 de l'ISSSS  
Rôle (bénéfique) et présence de l'État  
congolais « régulier » accrues dans la  
gouvernance locale*

continue d'être plus positive que celles des gouvernements territoriaux, provinciaux et nationaux. Cependant, les opinions vis-à-vis de ces autorités de haut niveau ont commencé à s'améliorer, mettant fin au moins temporairement à une baisse de soutien pour leurs rôles dans la représentation des intérêts de leurs

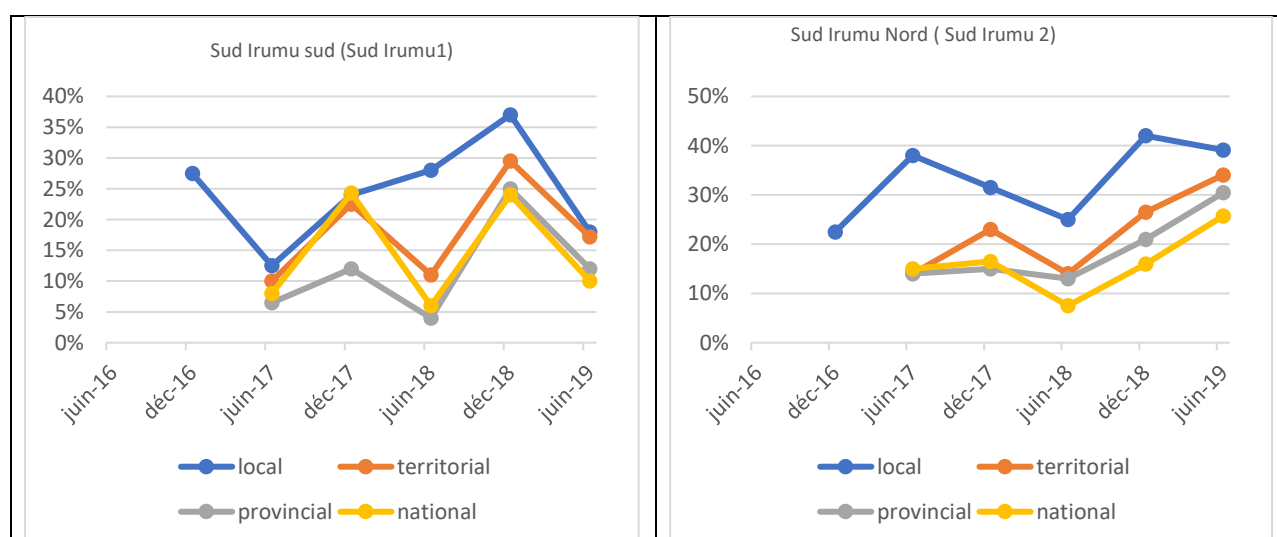
électeurs au cours des 12 mois précédents (voir Graphique 1 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs ). **Les opinions s'améliorent notamment en ce qui concerne le travail des autorités au niveau national.** En juin 2018, seulement 5% de la population de toutes les zones prioritaires actives estimaient que leurs intérêts étaient « bien » ou « très bien » représentés par les autorités territoriales. À Juin 2010, les personnes ayant cet avis représentaient 12% de la population (voir Graphique1: Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs).

Graphique 1 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – moyenne entre toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs <sup>8</sup>

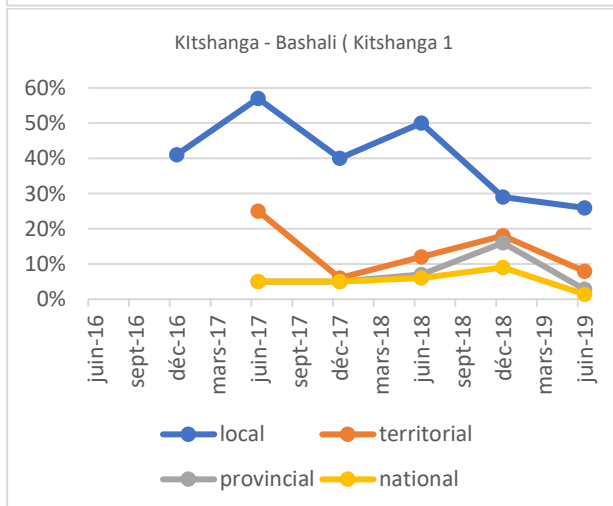
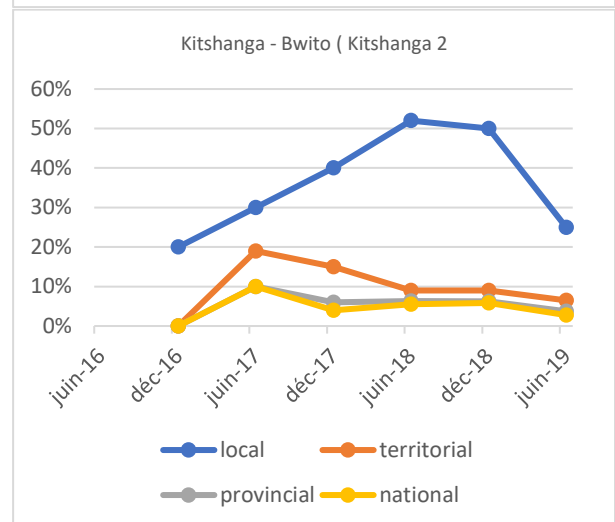
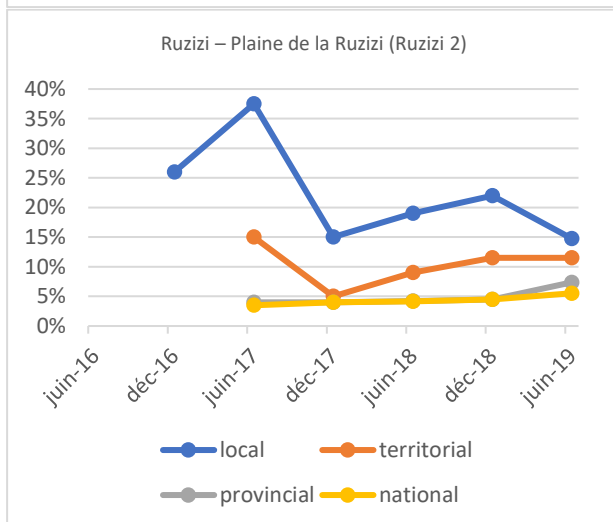
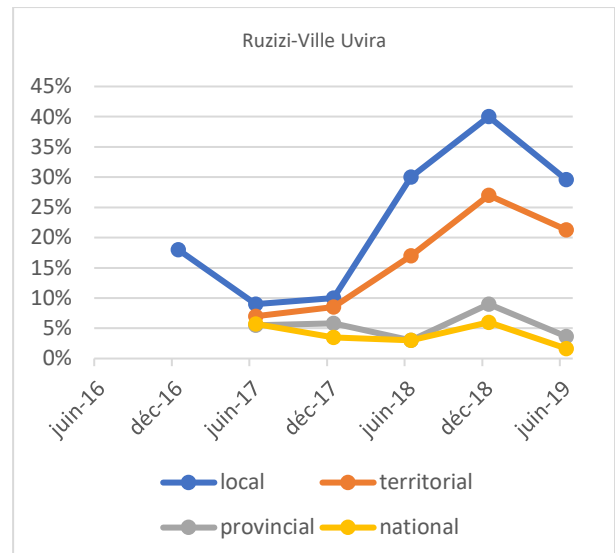
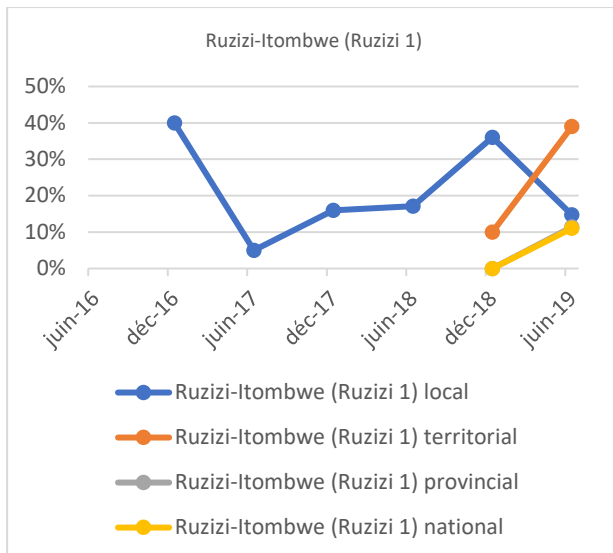


Les données des sous-zones de chacune des zones prioritaires de l'ISSSS donnent une image qui varie selon les différentes zones dans lesquelles des projets financés par le FCS sont actifs. Dans la majorité des zones et sous-zones prioritaires, le soutien aux autorités locales a augmenté au cours de la période de 18 mois allant de Jan 2018 à Juin 2019; Alors que, dans les zones prioritaires, la confiance dans les institutions locales a augmenté en moyenne, elle a fortement diminué dans certains sous-zones spécifiques. Le tableau 2 présente les données des sous-zones relatives.

Graphique 2 : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population à travers différentes zones



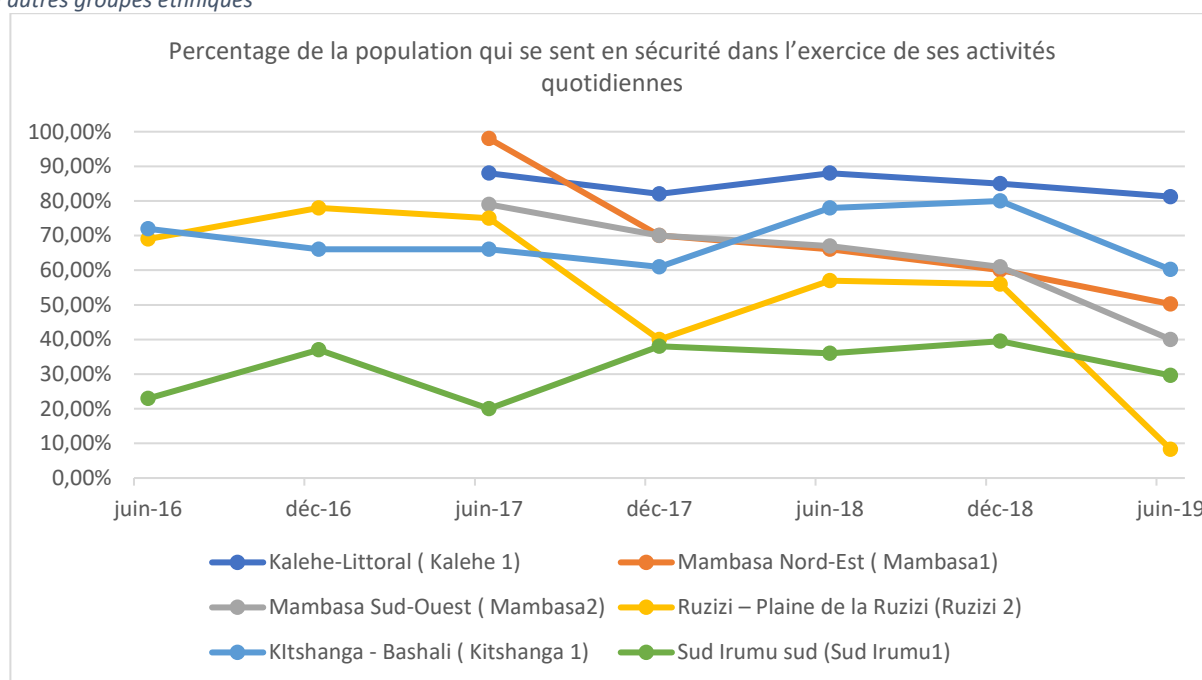




La sous-zone Bwito de la zone prioritaire « Autour de Kitshanga », par exemple, a enregistré une forte diminution de 25% de la part de la population qui se sentait « bien » ou « très bien » représentée par ses autorités locales à partir de fin 2016 jusqu'à la fin de 2018. Et Kitshanga n'est pas un exemple isolé. Toujours à Ruzizi Itombwe, la confiance dans les gouvernements locaux a

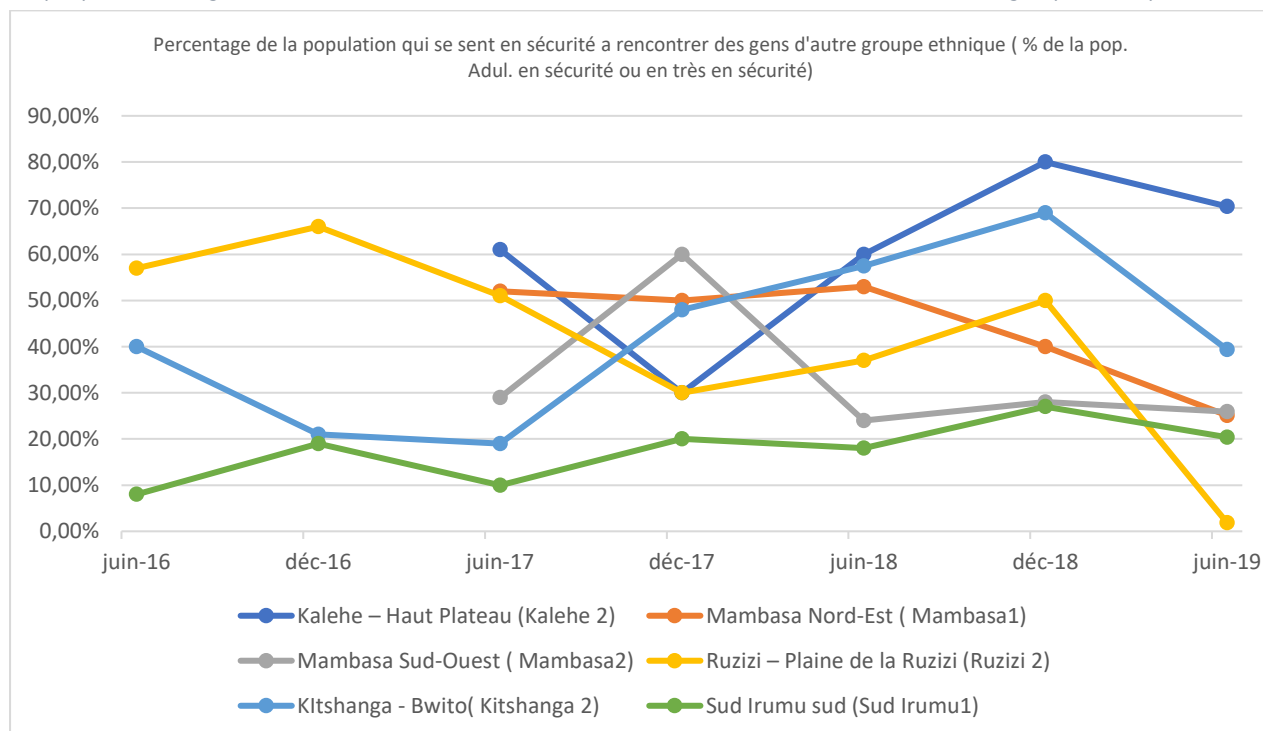
diminué de 21%, à Uvira 10%, à Plain de la Ruzizi 7%. La baisse de confiance dans les gouvernements locaux s’est accompagnée d’une détérioration de la perception de la sécurité. Par exemple, seulement 60% de la population de Kitchanga a déclaré qu’elle se sentait très en sécurité dans ses activités quotidiennes habituelles, - 20% par rapport au semestre précédent. Le même déclin avait été enregistré dans la plupart des sous-zones prioritaires, comme le montre le graphique 3a et 3b.

Graphic 3a: Changement de sentiment de sécurité lors des «activités quotidiennes» et lors de la rencontre avec des membres d'autres groupes ethniques



La même tendance négative a été observée dans les activités quotidiennes, comme le montre le graphique 3.

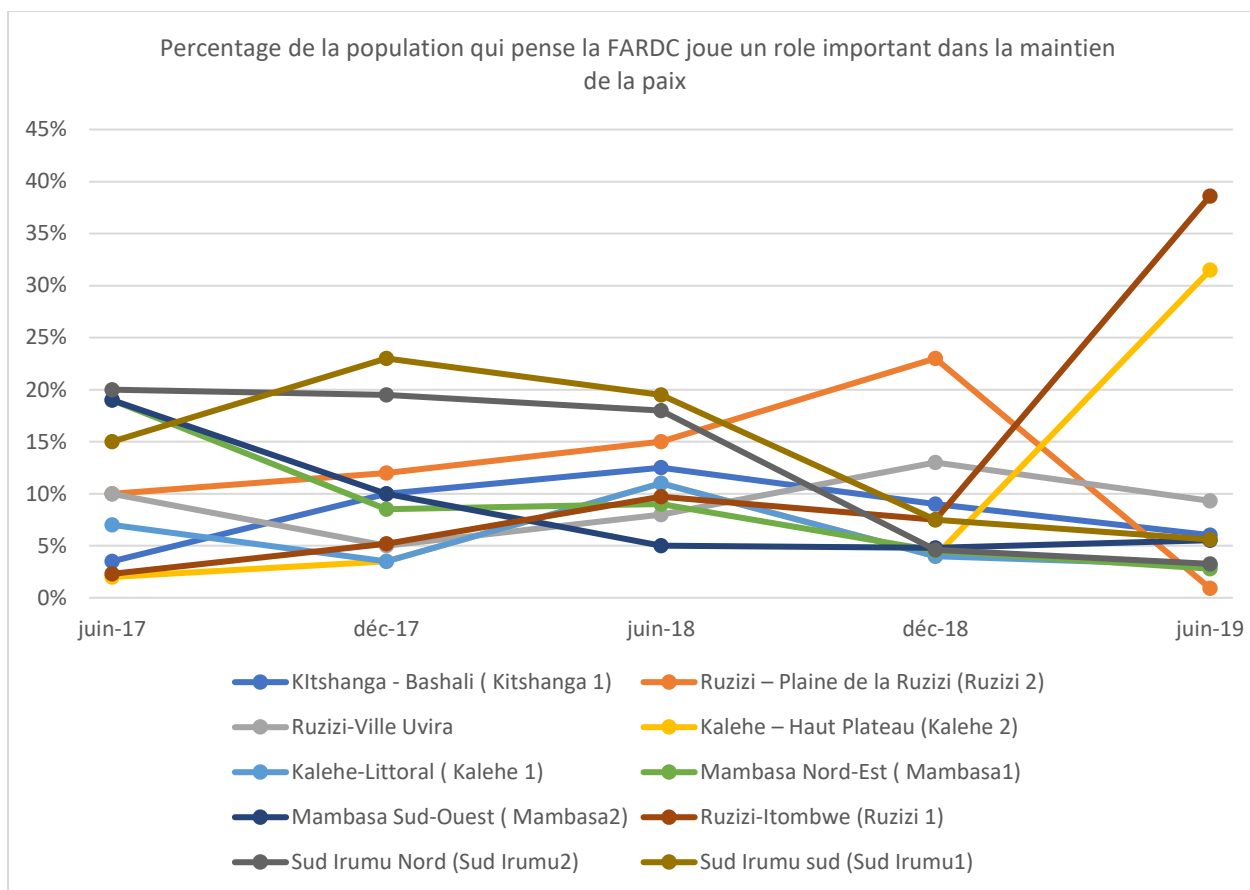
Graphique 3b : Changement de sentiment de sécurité lors \ de la rencontre avec des membres d'autres groupes ethniques



Pour mieux comprendre les raisons qui sous-tendent le sentiment de sécurité et le manque de confiance accordés aux institutions locales, il a été demandé à la population des zones prioritaires d'indiquer quelle instance était la plus importante pour le maintien de la sécurité dans la région.

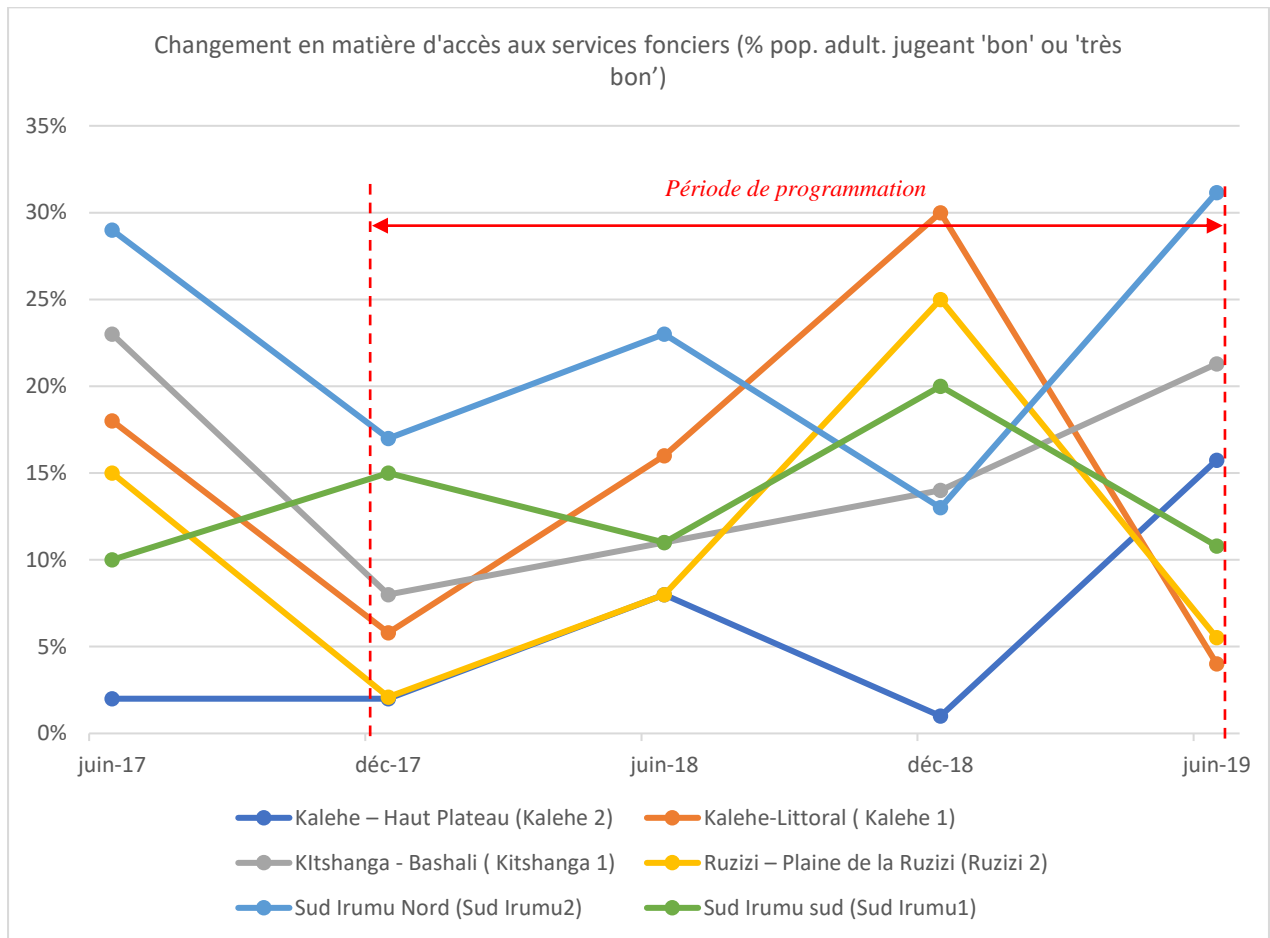
Comme le montre le graphique ci-dessous, le rôle joué par les FARDC continue de diminuer. Son importance est en déclin constant dans la plupart des zones prioritaires, à l'exception de Khalele - Haut Plateau et de Ruzizi Itombwe, où elle a connu une croissance significative comme le montre le graphique 4.

Graphique 4 : Tendances dans la perception de la contribution des FARDC au maintien de la paix



L'aggravation du sentiment de sécurité qui accompagne le manque de consensus accordé aux institutions locales est peut-être due à l'aggravation des conditions d'accès aux services fonciers. Alors que fin 2018, le sentiment que l'accès à la terre était bon ou très bien géré par les autorités était fort, le consensus s'est effondré au cours du dernier semestre : Kalehe Littoral - 24%, Plaine De La Ruzuzu - -19% , Sud Imru -9%, comme le montre le graphique 5.

Graphique 5 : Changement en matière d'accès aux services fonciers dans les sous-zones prioritaires de l'ISSSS (% pop. adulte jugeant 'bon' ou 'très bon')



## 6. Recommandations pertinentes en matière de politiques et de programmes

Les observations qui suivent dans le tableau ci-dessous et les points d'action ou recommandations liées à ces observations sont tirés des résultats partagés dans le présent rapport ainsi que les recommandations faites dans les précédents rapports consolidés qui reste valide à ce jour.

Tableau 12: Points d'action pour répondre aux principaux résultats d'analyse dans le rapport.

Recommandations	Responsable
<p><b>1. Surveiller les compacts et identifier et traiter les blocages politiques par une coordination précoce avec le STAREC.</b> Nécessité d'un réel engagement des nouvelles autorités politique en termes d'accompagnement, appropriation et de facilitation des interventions de stabilisation pour permettre une synergie et la durabilité/pérennisation des activités de stabilisation. Besoin de réactualisation des compacte avec les nouvelles autorités politiques dans le cadre des interventions ISSSS. Particulièrement dans le cadre des programmes relatifs aux processus FRPI, Dialogue Démocratique à Djugu et les futurs projets de stabilisation.</p>	STP, ST (UAS STAREC)
<p><b>2. Renforcer la coordination et la synergie des activités de dialogue entre les partenaires des projets de FCS et les partenaires des projets alignés dans les zones prioritaires actives afin d'éviter la duplication.</b></p>	STP, ST (UAS STAREC)
<p><b>3. Faire un plaidoyer auprès du commissariat provincial de l'Ituri et au niveau National (commissariat général de la PNC) ainsi que le Ministère national de l'intérieur pour que ce déploiement des policier à Burasi soit effectif ;</b></p>	STP, ST (UAS STAREC avec lead expert RRR)
<p><b>4. Poursuivre avec les séances de sensibilisation à travers les para juristes afin de leur expliquer la procédure judiciaire et surtout les persuader à se présenter à la justice pour raison de témoignage de fait mis en charge du présumé auteur: Il s'observe un découragement manifeste par certaines familles des survivants suite à la libération rapide par la justice de certains présumés auteurs.</b></p>	STP, ST (UAS STAREC avec lead cellule S&E)
<p><b>5. Prendre en charge les Survivants de violences Sexuelles de la zone non ciblée par le projet. Exemple 48 cas de viol en provenance de Baviba ont bénéficié d'une prise en charge médicale et psychologique car plusieurs caas en provinence de ces zones se présentent après 72h</b></p>	STP, ST (UAS STAREC)